

ON N'ATTENDRA PAS LE GRAND SOIR !

La Loi Travail XXL, c'est une simple mise à jour de la première, avec toujours plus de mesures pour augmenter sans risque et sans surcoût l'exploitation des prolétaires. Les patrons de l'Hexagone souhaitaient en finir avec ce « travailleur collectif » qui les a tant fait chier durant tout le 20e siècle. Macron l'a fait. Aujourd'hui, la marge de manoeuvre en entreprise gagne en souplesse et c'est bien sûr en écartelant nos jambes que les capitalistes y parviennent.

Comme pour la Loi Travail, il ne s'agit pas de mesures claires, définies, qui affecteraient immédiatement toutes les travailleuses et travailleurs en France. Ce n'est qu'une histoire de possibilités. Il s'agit en fait de délier les mains du patron et adienne que pourra. Pourtant, même si on ne la perçoit pas tout de suite, la loi Travail est une épée de Damoclès sur chacune de nos têtes.

Les patrons ont le vent dans le dos et ils ne vont pas se gêner pour accélérer.

Imaginez les petites combines dans la boîte, avec les syndicats patronaux ou les sections CFDT ou FO à qui on donnera le su-sucre pour avaliser les accords d'entreprise grâce à leur 30 % de représentation du personnel, récolté à coup de magouilles et de promesses illusoires. Imaginez-vous, refusant cet accord, être licencié sur-le-champ et placé obligatoirement en formation bidon « faire un CV » alors que vous travailliez depuis 10 ans dans le nettoyage industriel. Ou encore, quand vous apprendrez votre licenciement du jour au lendemain après trois ans de bons et loyaux services, sans raison valable, et que ça ne coûtera pas plus de 4 mois de salaire au patron si jamais vous réussissez à le traîner devant les prud'hommes. Dans la branche de l'hôtellerie/restauration ou dans celles des ménages, quand ils vont décider des renouvellements illimités de CDD. Dans l'industrie aéronautique, les ouvriers et ouvrières signeront des CDI projet, conditionnés à un seul modèle d'appareil, sans savoir si à la fin, ils continueront.

Cette nouvelle Loi Travail, c'est une déclaration de guerre, au cas où on aurait mal entendu la première. Face à cette guerre, il ne s'agit plus seulement de s'agiter à quelques centaines de milliers dans la rue. Surtout pas pour suivre Mélenchon, qui, décidément, n'est pas que la moitié d'un vautour.

Nous devons reprendre le réflexe de la lutte là où on vit, là où on taffe, là où on chôme. S'opposer collectivement aux attaques patronales. Si on prend l'exemple des ouvriers de GM&S, eux sont sortis de l'usine. Ils sont allés bloquer leur donneur d'ordre, ils sont allés contacter les ouvrières et ouvriers de Peugeot et Renault. C'est ce genre de pratiques que nous pourrions multiplier. C'est un des projets du collectif Classe. Les prochaines années s'annoncent sportives.

Echauffons-nous !

Les « lois travail » passent, notre impuissance perdue Encore pour longtemps ?

Nous sommes de ceux qui ont lutté pendant 4 longs mois contre la loi travail au printemps 2016, comme, nous pouvons l'imaginer, la plupart des manifestants d'aujourd'hui. Ce dernier mouvement, au-delà du plaisir certain que nous avons éprouvé à reprendre la rue, s'est terminé sans avoir véritablement fait vaciller le pouvoir en place... Le représentant actuel de

la bourgeoisie qu'est Macron est sûrement d'ailleurs extrêmement confiant au moment de pousser la logique entamée encore un peu plus loin avec ses ordonnances.

Dès lors, nous nous devons de questionner la logique qui voudrait nous voir recommencer un mouvement en partant des mêmes limites et faiblesses que le précédent. Voulons-nous continuer à défiler chaque semaine, à s'épuiser encore davantage sans le moindre effet ? De fait beaucoup de prolétaires, bien qu'opposés à loi travail, ne participent pas aux manifestations et sont dans l'incapacité de faire grève, d'autant plus pour des mots d'ordre aussi généraux.

Nous pensons que le rapport de force n'est pas à retrouver dans le fait d'être quelques milliers de plus à défiler le long du même boulevard encore et encore, avec toujours plus de flics pour nous surveiller. C'est notre propre impuissance à nous défendre là où nous vivons, là où nous travaillons, là où on tente de nous radier de nos allocations, que nous devons questionner. La bourgeoisie n'a pas peur d'une manif en soi, d'autant plus gérée par des syndicats cogestionnaires. Mais si plusieurs centaines (de milliers) de prolos s'entraident devant telle boîte, tel pôle emploi ou telle agence immobilière pour répondre à un licenciement, une radiation ou une expulsion... la situation pourrait bien changer.

Aujourd'hui nous sommes en plein dans l'application même de la loi travail. Les accords d'entreprises se multiplient, boîtes par boîtes depuis des mois, tentant de nous faire bosser plus et de nous payer moins. Et quand ce n'est pas encore le cas, l'exploitation est bel et bien toujours là... C'est d'ici que nous voulons partir, pour discuter et pourquoi pas commencer concrètement à agir en brisant les frontières existantes entre par exemple l'intérieur et l'extérieur d'une entreprise.

Aussi on invite celles et ceux qui le souhaitent à venir à la permanence du collectif « CLASSE » ce vendredi 15 septembre à partir de 17H

Pour y discuter de tout cela et du reste, pour envisager de constituer des réseaux, aptes à se soutenir lors de nos galères. Repartir de la base pour mieux passer à l'offensive !

www.classeenlutte.org